

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi relative à la publicité
de l'administration du 11 avril 1994
afin d'introduire une plus grande
transparence dans l'usage des algorithmes
par les administrations**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES
N° 157/2021 DU 10 SEPTEMBRE 2021**

Voir:

Doc 55 **1904/ (2020/2021):**
001: Proposition de loi de Mme Matz et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 oktober 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 11 april 1994
betreffende de openbaarheid van bestuur,
om meer transparantie te verschaffen
over het gebruik van algoritmen
door de overheid**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGS-AUTORITEIT
NR. 157/2021 DU 10 SEPTEMBER 2021**

Zie:

Doc 55 **1904/ (2020/2021):**
001: Wetsvoorstel van mevrouw Matz c.s.

05606

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 157/2021 du 10 septembre 2021

Objet : Demande d'avis concernant une proposition de loi modifiant la loi relative à la publicité de l'administration du 11 avril 1994 afin d'introduire une plus grande transparence dans l'usage des algorithmes par les administrations (DOC 55 1904/001) (CO-A-2021-147)

Le Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »),
Présentes : Madame Alexandra Jaspar et Messieurs Yves-Alexandre de Montjoye et Bart Preneel ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA ») ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD ») ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD ») ;

Vu la demande d'avis de la Présidente de la Chambre, Madame Eliane Tillieux, reçue le 8 juillet 2021 ;

Vu le rapport d'Alexandra Jaspar ;

émet, le 10 septembre 2021, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. La Présidente de la Chambre, Madame Eliane Tillieux, a sollicité, le 8 juillet, l'avis de l'Autorité concernant une proposition de loi modifiant la loi relative à la publicité de l'administration du 11 avril 1994 afin d'introduire une plus grande transparence dans l'usage des algorithmes par les administrations (Doc 55 1904/001) (ci-après « la proposition de loi »)¹.
2. La proposition de loi entend modifier l'article 2 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration (ci-après « la loi du 11 avril 1994 ») **afin d'augmenter la transparence administrative lors de l'utilisation d'algorithmes**. La proposition de loi entend ainsi obliger les autorités administratives à :
 - (1) **Publier en ligne les règles définissant les traitements algorithmiques** utilisées dans l'accomplissement de leurs missions **lorsque ceux-ci déterminent, en tout ou en partie, le fondement des décisions individuelles** qu'elles prennent ;
 - (2) Communiquer, **pour tout document administratif à portée individuelle**, à la personne faisant l'objet d'une décision individuelle prise en tout ou en partie sur le fondement d'un traitement algorithmique, **à la demande de celle-ci**, sous une forme intelligible et sous réserve de ne pas porter atteinte à des secrets protégés par la loi, **les informations suivantes** :
 - a. Le degré et le mode de contribution du traitement algorithmique à la prise de décision ;
 - b. Les données traitées et leurs sources ;
 - c. Les paramètres de traitement et, le cas échéant, leur pondération, appliquées, à la situation de l'intéressée ;
 - d. Les opérations effectuées par le traitement ;
 - (3) **Publier l'analyse d'impact** des outils qu'elles mettent en place, qui est effectuée conformément à l'article 35 du RGPD.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE D'AVIS

3. **Les obligations de transparence administrative imposées par la proposition de loi s'inscrivent dans la philosophie sous-tendant le RGPD**, en particulier ses articles 13.2.f), 14.2.g), 15.1.h) et 22. Il s'agit de donner aux citoyens et citoyennes les informations nécessaires

pour leur permettre de comprendre la logique et l'impact des traitements algorithmiques qui sont utilisés par les autorités administratives pour prendre des décisions individuelles.

A. De la nécessité de définir plus précisément la portée des obligations de transparence imposées par la proposition de loi

4. Afin de clarifier la portée des nouvelles obligations imposées par la proposition de loi et de servir ainsi tant la sécurité juridique que la lisibilité de la proposition de loi, l'Autorité estime que celle-ci **doit définir les notions de « traitement algorithmique », de « paramètres de traitement » et d'« opérations effectuées par le traitement »**. En l'absence de définition de ces concepts, il est **difficile d'identifier précisément et concrètement les informations qui doivent être fournies aux personnes concernées ainsi que la portée de la proposition de loi**.

5. L'Autorité souhaite également attirer l'attention du demandeur sur le fait que ces informations (en particulier celles concernant les « *paramètres du traitement* » et les « *opérations effectuées par le traitement* ») ne permettront pas seuls une réelle compréhension « *quant au fonctionnement de l'algorithme, aux critères sur lesquels il fonctionne, trie et donne une réponse* »². **En effet, pour de nombreux algorithmes, et en particulier ceux reposant sur le *machine learning* / l'intelligence artificielle (ci-après « IA »), ces informations ne sont que le résultat d'un processus d'apprentissage sur un set de données et de nombreux choix « humain » qui ont été fait lors de ce processus. L'algorithme seul n'est souvent donc pas suffisant pour évaluer sa qualité ainsi que les potentiels biais.** À ce propos, l'Autorité souligne que l'Union européenne est en train de construire un cadre juridique visant à encadrer le recours à des systèmes d'IA. Elle renvoie à la **proposition de Règlement européen établissant des règles harmonisées concernant l'IA**. Cette proposition de Règlement adopte une approche basée sur les risques (en identifiant 4 niveaux de risque : risque inacceptable, risque élevé, risque limité et risque minimal). Pour les systèmes d'IA qui présentent un risque élevé, comme les systèmes d'IA qui ont une incidence sur l'exercice des droits et libertés des individus, la proposition de Règlement impose, entre autres, des exigences concernant :
 - (1) la qualité des ensembles de données utilisés pour entraîner le système d'IA (par exemple : veiller au caractère suffisamment large des ensembles de données sur lesquels le système d'IA est entraîné pour couvrir tous les scénarios nécessaires, veiller à ce que lesdits ensembles de données soient suffisamment représentatifs,...),
 - (2) la conservation des décisions prises lors de l'entraînement de l'algorithme (par exemple : les caractéristiques des ensembles de données utilisés et la raison de leur choix, dans certain cas les

² Développements de la proposition de loi, p. 3

données utilisées pour entraîner le système d'IA, et une documentation des techniques d'entraînement utilisées pour construire, tester et valider le système,

(3) quant aux mesures de transparence sur les capacités et limites du système d'IA utilisé,

(4) quant au degré de robustesse et de précision du système d'IA utilisé, et

(5) quant aux mécanismes de contrôles humain sur le fonctionnement du système d'IA utilisé et les décisions prises.

6. L'Autorité entend souligner la pertinence d'une telle approche pour encadrer le recours à des traitements algorithmiques fondés sur l'IA.

- 7. L'Autorité invite les auteurs de la proposition de loi à veiller à ce que les obligations de transparence imposées par la proposition de loi soient définies d'une manière telle que l'objectif poursuivi – à savoir veiller à ce que l'usage d'algorithmes par les autorités publiques soit équitable et robuste – soit effectivement atteint.**

B. Contexte normatif dans lequel les obligations de transparence administrative sont insérées

8. Bien que l'Autorité comprenne le choix d'intégrer les nouvelles obligations créées par la proposition de loi dans la loi relative à la transparence administrative, **elle se demande s'il ne serait pas plus opportun de les insérer plutôt dans la LTD.**

9. En effet, les obligations imposées par la proposition de loi visent, essentiellement, à assurer la transparence et la loyauté des traitements algorithmiques de données à caractère personnel³.

10. L'Autorité souligne que la proposition de loi pourrait être adoptée sur pied de l'article 6.2 du RGPD qui dispose que « *Les États membres peuvent maintenir ou introduire des dispositions plus spécifiques pour adapter l'application des règles du présent règlement pour ce qui est du traitement dans le but de respecter le paragraphe 1, points c) [ndlr : traitement nécessaire au respect d'une obligation légale] et e) [ndlr : traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public], en déterminant plus précisément les exigences spécifiques applicables au traitement ainsi que d'autres mesures visant à garantir un traitement licite et loyal, y compris dans d'autres situations particulières de traitement comme le prévoit le chapitre IX* ».

11. Intégrer les nouvelles obligations créées par la proposition de loi dans la loi du 30 juillet 2018, et non dans la loi du 11 avril 1994, **permettrait d'assurer un véritable contrôle du respect de ces**

³ L'Autorité souligne toutefois qu'en intégrant les obligations de transparence algorithmique dans la loi du 30 juillet 2018, les personnes morales ne pourraient pas en bénéficier (sauf à le prévoir explicitement).

obligations puisque l'Autorité, qui dispose de larges pouvoirs d'inspection et de sanction⁴, serait chargée de veiller à leur respect⁵.

12. Par ailleurs, l'Autorité estime qu'afin d'offrir des garanties appropriées suffisantes aux personnes concernées, **la proposition de loi doit imposer les obligations de transparence algorithmique à toute « autorité publique »**, telle que cette notion est définie à l'article 5 de la LTD, et pas uniquement aux « autorités administratives »⁶.

C. Publication de l'avis de l'APD portant sur l'AIPD

13. La proposition de loi prévoit la publication de l'analyse d'impact relative à la protection des données qui doit être effectuée en vertu de l'article 35 du RGPD (article 2, 7°, tel qu'inséré par la proposition de loi). Outre la publication de l'analyse d'impact, **l'Autorité considère qu'il est indiqué, à titre de garantie complémentaire pour les personnes concernées, d'imposer la publication de l'avis préalable rendu par l'Autorité en application de l'article 36.1 du RGPD** (à savoir si l'analyse d'impact révèle l'existence d'un risque résiduel élevé pour les droits et libertés des personnes concernées).

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité estime que les modifications suivantes doivent être apportées à la proposition de loi :

- Définir les notions de « traitement algorithmique », **de « paramètres de traitement »** et **d'« opérations effectués par le traitement »**. (cons. 4);
- Veiller à ce que les obligations de transparence imposées soient définies d'une manière telle qu'elles permettent effectivement de contrôler que l'usage d'algorithmes par les autorités publiques est équitable (cons. 5-7)
- Intégrer les obligations créées par la proposition de loi dans la LTD plutôt que dans la loi du 11 avril 1994 (cons. 8-11) ;

⁴ Au contraire de la Commission d'accès aux documents administratifs, créée par la loi du 11 avril 1994, qui ne dispose que de pouvoirs consultatifs.

⁵ En effet, l'article 4 § 1^{er} de la loi du 3 décembre 2017 dispose que « *L'Autorité de protection des données est responsable du contrôle du respect des principes fondamentaux de la protection des données à caractère personnel, dans le cadre de la présente loi et des lois contenant des dispositions relatives à la protection du traitement des données à caractère personnel* ».

⁶ L'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1994 définit la notion d'autorité administrative comme « une autorité administrative visée à l'article 14 de lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ».

- Imposer les obligations de transparence algorithmique à toute autorité publique (et pas uniquement aux autorités administratives) (cons. 12)
- Imposer, le cas échéant, la publication de l'avis préalable de l'Autorité concernant l'analyse d'impact relative à la protection des données (cons. 13).

Pour le Centre de Connaissances,
(sé) Alexandra Jaspar, Directrice



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 157/2021 van 10 september 2021

Betreft: adviesaanvraag betreffende een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, om meer transparantie te verschaffen over het gebruik van algoritmen door de overheid (DOC 55 1904/001) (CO-A-2021-147)

Het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit"),n
Aanwezigheden : mevrouw Alexandra Jaspar en de heren Yves-Alexandre de Montjoie en Bart Preneel;

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, ontvangen op 8 juli 2021;

Gelet op het verslag van Alexandra Jaspar;

Brengt op 10 september 2021 het volgend advies uit:

I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De Kamervoorzitter, mevrouw Eliane Tillieux, vroeg op 8 juli het advies van de Autoriteit over een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, om meer transparantie te verschaffen over het gebruik van algoritmen door de overheid (DOC 55 1904/001) (hierna "het wetsvoorstel")
2. Dit wetsvoorstel beoogt artikel 2 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur te wijzigen, **teneinde de transparantie inzake het gebruik van algoritmen te waarborgen**. Met name zouden de overheidsdiensten ertoe worden verplicht:
 - (1) **de bij de uitvoering van hun opdrachten gebruikte regels ter bepaling van de belangrijkste algoritmische verwerkingshandelingen** online bekend te maken **wanneer individuele beslissingen er geheel dan wel deels op berusten**;
 - (2) voor **elk overheidsdocument van individuele strekking** de kenmerken van het algoritme mee te delen aan de persoon jegens wie een beslissing werd genomen die geheel dan wel deels op een algoritmische verwerkingshandeling berust, **op verzoek van deze laatste** in begrijpelijke vorm en op voorwaarde dat geen afbreuk wordt gedaan aan wettelijk beschermde geheimen, **het betreft de volgende inlichtingen** :
 - a. de mate waarin en de wijze waarop de algoritmische verwerking tot de besluitvorming heeft bijgedragen;
 - b. de verwerkte gegevens en de bronnen ervan;
 - c. de op de situatie van de belanghebbende toegepaste verwerkingsparameters en, in voorkomend geval, ook de afweging ervan;
 - d. de met de verwerking uitgevoerde verrichtingen;
 - (3) de krachtens artikel 35 van de AVG uitgevoerde **effectbeoordeling bekend te maken** met betrekking tot de door de overheidsdienst aangewende tools.

II. ONDERZOEK VAN DE ADVIESAANVRAAG

3. **De administratieve transparantieverplichtingen die het wetsvoorstel wil opleggen, zijn in overeenstemming met de filosofie die aan de AVG ten grondslag ligt, met name artikel 13.2.f), artikel 14.2.g), artikel 15.1.h) en artikel 22.** Het doel is de burgers de nodige informatie te

verschaffen om hen in staat te stellen de logica en het effect te begrijpen van de algoritmische verwerking die door de overheid wordt gebruikt om individuele besluiten te nemen.

A. de noodzaak om het toepassingsgebied van de door het wetsvoorstel opgelegde transparantieverplichtingen nauwkeuriger te omschrijven

4. Om het toepassingsgebied van de door het wetsvoorstel opgelegde nieuwe verplichtingen te verduidelijken en aldus zowel de rechtszekerheid als de leesbaarheid van het wetsvoorstel te dienen, is de Autoriteit van oordeel dat in het wetsvoorstel de begrippen "**algoritmische verwerking**", "**verwerkingsparameters**", en "**door de met de verwerking uitgevoerde verrichtingen**" **moeten worden gedefinieerd**. Bij gebrek aan een definitie van deze begrippen is het **moeilijk om precies en concreet vast te stellen welke informatie aan de betrokkenen moet worden verstrekt**.

5. Meer fundamenteel wil de Autoriteit de aandacht vestigen op het feit dat dergelijke informatie (in het bijzonder die betreffende *de "verwerkingsparameters" en de "met de verwerking uitgevoerde verrichtingen"*) niet noodzakelijkerwijs zal *zorgen voor "meer transparantie over de wijze waarop het algoritme werkt, de criteria op basis waarvan het werkt, sorteert en een antwoord geeft"*¹. . **Voor vele algoritmen, en met name die welke gebaseerd zijn op kunstmatige intelligentie op basis van machinaal leren (hierna "IA"), kan met deze informatie immers niet worden begrepen hoe zij werken**. In dit verband onderstreept de Autoriteit dat de Europese Unie werkt aan een rechtskader om het gebruik van AI-systemen te reguleren. Zij verwijst naar het **voorstel voor een Europese verordening tot vaststelling van geharmoniseerde voorschriften voor IA**. Dit voorstel voor een verordening gaat uit van een risicogebaseerde aanpak (waarbij 4 risiconiveaus worden onderscheiden): (b.v. onaanvaardbaar risico, hoog risico, beperkt risico en minimaal risico). Voor AI-systemen die een hoog risico inhouden, zoals AI-systemen die van invloed zijn op de uitoefening van de rechten en vrijheden van personen, stelt de voorgestelde verordening onder meer eisen ten aanzien van:
 - (1) de kwaliteit van de gegevensreeksen die worden gebruikt om het AI-systeem te trainen (bv: ervoor zorgen dat de gegevensreeksen waarop het AI-systeem wordt getraind) voldoende groot zijn om alle noodzakelijke scenario's te bestrijken, ervoor zorgen dat de gegevensreeksen voldoende representatief zijn, ...),
 - (2) het bewaren van beslissingen die tijdens de training van het algoritme zijn genomen (bijvoorbeeld : de kenmerken van de gebruikte gegevensreeksen en waarom zij zijn gekozen, in sommige gevallen de gegevens die zijn gebruikt om het AI-systeem te trainen, en een documentatie van de trainingstechnieken die zijn gebruikt om het systeem te bouwen, te testen en te valideren,

¹Zie p. 3 van de Memorie van toelichting bij het wetsvoorstel.

- (3) transparantiemaatregelen met betrekking tot de mogelijkheden en beperkingen van het gebruikte AI-systeem,
 - (4) de mate van robuustheid en nauwkeurigheid van het gebruikte AI-systeem, enz;
 - (5) wat betreft de mechanismen voor menselijke controle op de werking van het gebruikte AI-systeem en de genomen besluiten.
6. De Autoriteit wil de relevantie van een dergelijke aanpak onderstrepen om het gebruik van algoritmische verwerkingen op basis van AI te reguleren.
- 7. De Autoriteit roept de auteurs van het wetsvoorstel op ervoor te zorgen dat de transparantieplichtingen die door het wetsvoorstel worden opgelegd, zodanig worden gedefinieerd dat het beoogde doel - namelijk ervoor zorgen dat het gebruik van algoritmen door overheidsinstanties eerlijk is - daadwerkelijk wordt bereikt.**

B. Normatieve context waarin de verplichtingen inzake administratieve transparantie zijn opgenomen

8. Hoewel de Autoriteit begrip heeft voor de keuze om de nieuwe verplichtingen van het voorstel in de wet openbaarheid van bestuur op te nemen, **vraagt zij zich af of het niet passender zou zijn om deze in plaats daarvan in de WVG op te nemen.**
9. De verplichtingen die het wetsvoorstel oplegt, zijn er in wezen op gericht de transparantie en eerlijkheid van de algoritmische verwerking van persoonsgegevens te waarborgen².
10. De Autoriteit wijst erop dat het wetsvoorstel zou kunnen worden aangenomen op grond van artikel 6.2 van de AVG, dat bepaalt « *De lidstaten kunnen specifiekere bepalingen handhaven of invoeren ter aanpassing van de manier waarop de regels van deze verordening met betrekking tot de verwerking met het oog op de naleving van lid 1, punten c) [nvdr: verwerking die noodzakelijk is om te voldoen aan een wettelijke verplichting] en e) [nvdr: verwerking die noodzakelijk is voor de vervulling van een taak van algemeen belang] worden toegepast; hiertoe kunnen zij een nadere omschrijving geven van specifieke voorschriften voor de verwerking en andere maatregelen om een rechtmatige en behoorlijke verwerking te waarborgen, ook voor andere specifieke verwerkingssituaties als bedoeld in hoofdstuk IX.*».
11. Het opnemen van de nieuwe verplichtingen van het wetsvoorstel, in de wet van 30 juli 2018, en niet in de wet van 11 april 1994, **zou zorgen voor een daadwerkelijk toezicht op de naleving van**

² De Autoriteit wijst er echter op dat door het opnemen van algoritmische transparantieplichtingen in de wet van 30 juli 2018, rechtspersonen daar geen recht op zouden kunnen hebben (tenzij zij er uitdrukkelijk in voorzien).

deze verplichtingen, aangezien de Autoriteit, die over ruime inspectie- en sanctiebevoegdheden beschikt³, verantwoordelijk zou zijn voor het toezicht op de naleving ervan⁴.

12. Voorts is de Autoriteit van oordeel dat, om voldoende passende waarborgen voor de betrokkenen te bieden, **het wetsvoorstel de algoritmische transparantieplichtingen moet opleggen aan elke "overheidsinstantie"**, zoals dit begrip is gedefinieerd in artikel 5 van de WVG, en niet alleen aan de "administratieve overheden"⁵.

C. Publicatie van het advies van de GBA over de DPIA

13. Het wetsvoorstel voorziet in de bekendmaking van de gegevenbeschermingseffectbeoordeling die moet worden uitgevoerd krachtens artikel 35 van de AVG (artikel 2, 7°, zoals ingevoegd bij het wetsvoorstel). Naast de bekendmaking van de effectbeoordeling **acht de Autoriteit het passend om, als extra waarborg voor de betrokkenen, de bekendmaking van het voorafgaand advies van de Autoriteit overeenkomstig artikel 36.1 van de AVG te verlangen (d.w.z. indien uit de effectbeoordeling blijkt dat er een hoog restrisico voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen bestaat).**

OM DIE REDENEN,

is de Autoriteit is van mening dat de volgende aanpassingen in het wetsvoorstel moeten worden aangebracht:

- definiëren van de begrippen "**algoritmische verwerking**", "**verwerkingsparameters**" en "met de **verwerking uitgevoerde verrichtingen**" (overw. 4) ;
- ervoor zorgen dat de opgelegde transparantieplichtingen zodanig zijn gedefinieerd dat zij daadwerkelijk toezicht houden op de billijkheid van het gebruik van algoritmen door overheidsinstanties (overw. 5-7)
- de verplichtingen van het wetsvoorstel opnemen in de WVG in plaats van in de wet van 11 april 1994 (overw. 8-11) ;

³ In tegenstelling tot de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, die is ingesteld bij de wet van 11 april 1994, die slechts raadgevende bevoegdheden heeft.

⁴ Immers, artikel 4, §1 van de wet van 3 december 2017 bepaalt: "*De Gegevensbeschermingsautoriteit is verantwoordelijk voor het toezicht op de naleving van de grondbeginselen van de bescherming van de persoonsgegevens, in het kader van de WOG alsook de wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de verwerking van persoonsgegevens.* ».

⁵ Artikel 1 van de wet van 11 april 1994 definieert het begrip administratieve overheid als "een administratieve overheid als bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State".

- algoritmische transparantieverplichtingen opleggen aan alle overheidsinstanties (niet alleen administratieve overheden) (overw. 12)
- in voorkomend geval de bekendmaking voorschrijven van het voorafgaand advies van de Autoriteit over de gegevensbeschermingseffectbeoordeling (overw. 13).



Voor het Kenniscentrum,
Alexandra Jaspar, Directeur

